

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

La cour de justice projette le droit de prêt dans le numérique

Michaux, Benoît

Published in:
Auteurs et Media

Publication date:
2019

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Michaux, B 2019, 'La cour de justice projette le droit de prêt dans le numérique: note sous CJUE (3e ch), 10 novembre 2016. Vereniging Openbare Bibliotheken c. Stichting Leenrecht', *Auteurs et Media*, Numéro 4, p. 368 - 369.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

recht en de naburige rechten in de informatie-maatschappij.

3. Artikel 6, lid 1, van richtlijn 2006/115 moet aldus worden uitgelegd dat het zich ertegen verzet dat de voorziene vrijstelling voor openbare uitlening van toepassing is op het beschikbaar stellen door een openbare bibliotheek van een digitale kopie van een boek in het geval dat deze kopie verkregen is via een illegale bron.

Note

La Cour de justice projette le droit de prêt dans le numérique

L'arrêt annoté démontre combien la transformation numérique pèse sur la portée des notions essentielles du droit d'auteur. Il confirme en outre le rôle fondamental de la Cour de justice pour assurer la mue digitale de ces notions, sans même que le législateur de l'Union doive intervenir. En l'espèce, il s'agissait de se prononcer à l'égard du droit de prêt. La Cour décide que même si la législation de l'Union ne le prévoit pas, le droit de prêt attribué à l'auteur inclut le prêt sous forme numérique. À cette occasion, la Cour déclare de manière générale qu'il est nécessaire que le droit d'auteur s'adapte aux réalités économiques nouvelles. Cela étant, la Cour reconnaît que sa capacité à infléchir le droit d'auteur dans un sens numérique connaît parfois des limites. Ainsi, elle est impuissante à projeter le droit de location dans le numérique, car le Traité OMPI l'en empêche vu qu'il exclut les copies numériques du champ d'application du droit de location. En revanche, dans le cas du droit de prêt, les obstacles à franchir pour opérer la mue digitale, même s'ils n'étaient pas anodins, ont finalement pu être surmontés par la Cour. Les efforts du juge de l'Union dans cette affaire-ci rejoignent ceux qu'il fournit de façon plus globale dans différentes autres affaires pour garantir la flexibilité et la faculté d'adaptation du droit d'auteur au regard des changements technologiques.

Benoît Michaux⁽¹⁾

CJUE (2^e ch.) 16 février 2017

Siège: Ilešič (prés. ch.), Jarašiūnas (rapp.),
Prechal, Rosas, Toader (juges)

(1) Chargé de cours à l'Université de Namur, avocat.

Av. gén. : M. Szpunar

VERWERTUNGSGESELLSCHAFT RUNDfunk
GMBH (M^c Korn) c. HETTEGGER HOTEL
EDELWEISS GMBH (M^c Kucsko)

Aff. C-641/15

Droits voisins – Organismes de radiodiffusion – Directive 2006/115 – Droit exclusif de communication au public (article 8, paragraphe 3) – Lieux accessibles au public moyennant paiement d'un droit d'entrée – Communication des émissions au moyen des appareils de télévision installés dans les chambres d'hôtel (non)

L'article 8, paragraphe 3, de la directive 2006/115/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 décembre 2006, relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins du droit d'auteur dans le domaine de la propriété intellectuelle, doit être interprété en ce sens que la communication d'émissions télévisées et radiophoniques au moyen des appareils de télévision installés dans les chambres d'hôtel ne constitue pas une communication faite dans un lieu accessible au public moyennant paiement d'un droit d'entrée.

Naburige rechten – Omroeporganisaties – Richtlijn 2006/115/EG – Exclusief recht op mededeling aan het publiek (artikel 8, lid 3) – Plaatsen die tegen betaling van een toegangsprijs voor het publiek toegankelijk zijn – Mededeling van uitzendingen door middel van in hotelkamers aanwezige televisietoestellen (neen)

Artikel 8, lid 3, van richtlijn 2006/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende het verhuurrecht, het uitleenrecht en bepaalde naburige rechten op het gebied van intellectuele eigendom, moet aldus worden uitgelegd dat de mededeling van televisie- en radio-uitzendingen door middel van in hotelkamers aanwezige televisie-toestellen geen mededeling vormt die wordt verricht op een tegen betaling van een toegangsprijs voor het publiek toegankelijke plaats.

Note

Le droit de communication au public des radio-diffuseurs

Après s'être maintes fois prononcée sur le droit de communication au public des auteurs (ainsi que des artistes interprètes et producteurs de phonogrammes),